



REVUE DE PRESSE

Lundi 17 juillet 2017



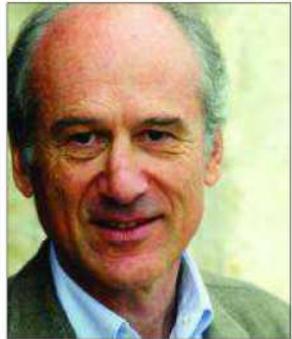
Charente : le bonheur est dans l'union sacrée

Cet été, CL montre que «le bonheur est en Charente». Le département regorge d'atouts. A condition de dépasser les rivalités et d'en finir avec les occasions manquées.

Charente, je t'aime moi non plus

Jean-François BARRÉ
jfbarre@charentelibre.fr

Une Charente morcelée, éparpillée, qui peine à parler d'une seule voix, rétive à s'engager comme un seul homme pour des grands projets, assise sur ses trésors cachés, archéologiques, architecturaux, géographiques qu'elle peine à faire rayonner. Un vignoble joyau économique,



«On a parfois tendance à s'autoflageller, ne voir que des défauts. François Bonneau.»

terre de Saintonge, à cheval sur les deux départements charentais, le Périgord qui déborde sur l'est du département, quand le Poitou s'approprie le nord et que le sud se donne parfois des faux airs de Toscane périgourdine.

Une Charente qui a souvent raté le train avant de presque faire l'unité autour de la ligne à grande vitesse Paris-Bordeaux qui ouvre autant de rêves que de perspectives retardées. «C'est une certaine réa-

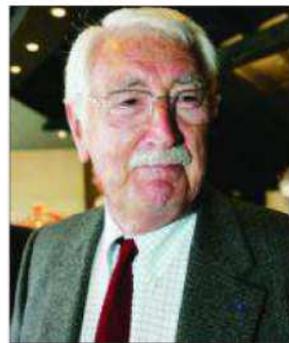
lité, mais pas toute la réalité». François Bonneau est le président de tout le département. Lucide, cependant. «On a parfois tendance à s'autoflageller, ne voir que des défauts et pas une qualité», mais promis, les choses sont en train de changer.

La preuve, Cognac et Angoulême parviennent à se parler, à faire chambre commune, même, quand il ne s'agit que de commerce et d'industrie. Au-delà d'une rivalité «tout à fait légitime qui se règle sur les terrains de foot et de rugby», se marre Michel Gourinchas, le maire de Cognac. «Mais il faut qu'elle soit saine. On doit être en capacité de se réunir sur l'économie. Mais en même temps, on est Cognac, mondialement connue. Plus qu'Angoulême.» Ce n'est pas vraiment gagné. Six ans après avoir refusé de s'allier avec Angoulême pour créer un grand club à l'échelle du département, les rugbymen de Cognac viennent de se marier avec leurs homologues saintongeais de Saint-Jean-d'Angély, dans le même élan qui leur avait fait retoquer d'emblée l'idée d'un club départemental. «Pour peu que les deux soient d'accord», dit Michel Gourinchas. «C'est plutôt sympathique», botte en touche Daniel Braud. Sympathique, mais tellement symptomatique. Le président de la toute nouvelle CCI de la Charente, accouchée aux forceps, l'a tant vécu au niveau «économique, politique sportif» qu'il veut croire que «les choses avancent, qu'elles sont en train de se structurer».

«Chasser en meute»

La nouvelle Région lui a reconnu sa compétence en matière d'export. «Sur les grands dossiers, on sait saisir les opportunités. Si tu sais chasser en meute, ça va mieux. Je crois qu'on est en train de l'apprendre.»

Au Medef, c'est le discours ambiant, depuis la création du «comité stratégique des territoires». L'union sacrée «puisque le monde économique et le monde politique ne se connaissent pas suffisamment. On s'est rendu compte qu'on était plus fort ensemble», se félicite Véronique Brouillet, la directrice du syndicat patronal. «Il y avait un besoin. C'est clair». Typique de la Charente. «On ne se parlait pas. Puisque qu'on avait eu l'idée, personne d'autre ne s'y intéressait, ne se l'appropriait». Aujourd'hui, ils ne sont pas toujours d'accord mais font front sur



«C'est ce qui a permis l'union sacrée pour le TGV. Là aussi, cela a failli nous passer sous le nez. Pierre-Rémy Houssin.»

les dossiers majeurs. Histoire de tirer un trait sur le poids de l'histoire, sur «les années 60 qui opposaient les industriels d'Angoulême et les négociants de Cognac».

En fait, la Charente réagit quand elle prend des coups de pied au cul. Près de quarante ans après la gifle magistrale, elle vit toujours comme un traumatisme le détournement de l'autoroute vers la Charente-Maritime. Pas glorieux. «Le ministre, en 70 ou par là, avait laissé le choix du tracé à la région, se souvient Pierre-Rémy Houssin, ancien président du conseil général. La Charente-Maritime et les Deux-Sèvres ont voté pour le tracé actuel, comme la Vienne, alors que je pensais qu'elle s'abstiendrait. Ce sont les... Charentais qui se sont abstenus». C'est dire s'il en a entendu, dans les discussions ministérielles postérieures... «Mais c'est ce qui a permis l'union sacrée pour le TGV. Parce que là aussi, cela a failli nous passer sous le nez.»

«Manque d'identité»

Alors cette fois, la Charente compte bien profiter de l'aubaine. L'union sacrée autour de la grande vitesse. «Enfin l'union sacrée Cognac Angoulême Bordeaux», tempère, abrupt, Philippe Bouty, le patron de la Charente limousine. Il y a la Charente de l'ouest qui lorgne vers sa voisine Maritime pour orchestrer son tourisme, et celle de l'est, rurale et parent pauvre qui s'interroge sur un rapprochement avec le Périgord vert et le Limousin. «Il est vrai que la Charente manque d'identité».

«Cela tient aussi à son architecture, à ces maisons aux grands porches et aux doubles portes fermées. C'est peut-être le caractère du Charentais», abonde Pierre-Rémy Houssin. «Il faudrait un grand projet», économique touristique.

«Si on veut développer économiquement la Charente, appuie Philippe Bouty, c'est toute la Charente qu'il faut prendre en compte, cette Charente qui manque d'ambition. Il y avait eu une dynamique il y a

quinze ans, autour de l'image. Aujourd'hui, ça s'essouffle un peu. Il faut mettre nos œufs dans le même panier sur un grand projet, un moteur touristique comme dans la Vienne.»



«Il faut mettre nos œufs dans le même panier sur un grand projet. Philippe Bouty.»

François Bonneau se veut plus optimiste. «On ne sait pas assez bien se vendre, mais la Charente est un condensé de tous les paysages sur une petite surface. Arrêtons de vivre repliés sur nous-mêmes. La Charente est une terre d'équilibre, entre le nord et le sud, entre pays d'oïl et pays d'oc, assez accueillante. Mais on n'était pas conscients de nos atouts. On pensait que les choses arriveraient toutes seules. Que les Charentais se disent qu'ils sont les premiers ambassadeurs de leur territoire. Aux institutionnels d'être imaginatifs. Et aux élus de faire avancer les projets.»

Le bonheur est en Charente

Un manque d'attractivité, des difficultés à attirer des entreprises, des cadres ou tout simplement des touristes: combien de fois, tout au long de nos reportages, entendons-nous ces reproches adressés à notre département. La Charente, carrefour de la nouvelle région à deux heures seulement désormais de Paris, a pourtant de sacrés atouts à faire valoir: une douceur de vivre au rythme de son fleuve, des vignes qui font sa beauté et sa prospérité, des villages préservés, un prix de l'immobilier imbattable, des festivals de renommée internationale, etc.

C'est de tout cela dont nous avons décidé de vous parler cet été. Parce que nous sommes convaincus que le bonheur peut-être en Charente, à condition de le chercher un peu, derrière la morosité ambiante.

Pour le premier volet de cette série, la parole est aux accusés, ces élus qui ont souvent du mal à travailler ensemble pour l'intérêt supérieur de la Charente.

Armel LE NY

Tensions à l'Elysée et au Front National

Aujourd'hui

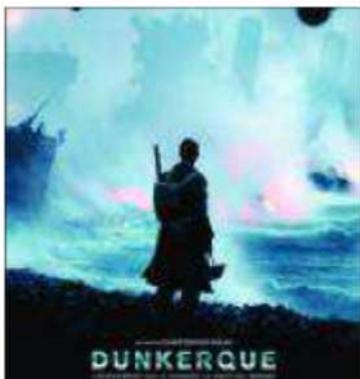
L'exécutif face aux collectivités. Ouverte par Edouard Philippe et clôturée par Emmanuel Macron, la Conférence des territoires, organisée au Sénat, se penche sur plusieurs dossiers brûlants, de la réforme de la taxe d'habitation aux économies réclamées aux collectivités, en passant par la délicate question des rythmes scolaires.

Nouveau décollage pour Air France? Les pilotes d'Air France se prononcent sur le projet de création de «Boost», nouvelle filiale moyen et long-courrier, projet phare du plan stratégique d'Air France. Un feu vert des pilotes permettrait à la filiale de démarrer dès le programme 2017-2018.

Mercredi

Dunkerque version Hollywood. La

superproduction de Christopher Nolan débarque sur les écrans pour raconter l'histoire vraie de l'Opération «Dynamo», chargée de sauver par la mer 330.000 soldats britanniques pris au piège des nazis en 1940. (Repro CL)



Repro CL

Vendredi

Un général à l'Elysée. Le général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées sèchement reca-

dré après ses réserves sur les économies demandées à la défense, est convoqué à l'Elysée par Emmanuel Macron. Son maintien pourrait bien être en jeu.

L'épilogue pour GM&S? Nouvelle étape cruciale devant le tribunal de commerce de Poitiers pour l'avenir de GM&S Industry, l'équipementier automobile en liquidation judiciaire. Une décision est attendue sur l'offre de reprise, par l'emboutisseur stéphanois GMD. 277 emplois sont en jeu.

François Hollande, le retour. L'ex-président de la République prend la parole à Arles. Au «Sommet des Napoléons», un réseau rassemblant les acteurs de la communication, il doit en particulier évoquer la future action de sa fondation «La France s'engage».

Samedi

Tensions et «refondation» au FN. Après des résultats jugés décevants aux élections présidentielle et législatives et un débat d'entre-deux-tours qui a affaibli Marine Le Pen, le FN termine aujourd'hui son séminaire de «refondation» de deux jours à huis clos, réclamé de toutes parts en interne, avant une consultation des militants frontistes en septembre.

Dimanche

Un Français en jaune sur les Champs? Romain Bardet sera-t-il le premier français vainqueur du Tour de France depuis Bernard Hinault en 1985? Réponse dimanche, même si le Britannique Chris Froome reste le favori pour remporter sa quatrième Grande Boucle, la troisième d'affilée...

Cognac : un arbre s'abat sur le store d'un café



L'arbre a été scié et un périmètre de sécurité déployé.

Photo GC

Enorme frayeur hier soir place François I^{er} à Cognac. Vers 18h, un marronnier s'est abattu sur un store de la terrasse du bar-restaurant La Renaissance. *«Heureusement qu'on avait très peu de clients sous ce store à ce moment-là! Il n'y a eu aucun blessé»*, raconte l'un des serveurs. L'arbre, fragilisé et malade, s'est

littéralement écroulé. Huit pompiers sont intervenus pour scier et débiter le marronnier. Jean-François Herouard, adjoint de permanence hier, s'est étonné du «mauvais état» de l'arbre alors que de réguliers contrôles sont effectués sur les arbres plantés dans la ville. Malgré la frayeur, la Renaissance est restée ouverte hier.

■ Un an après l'obtention du label «Ville amie des aînés», un groupe planche sur les adaptations à mener ■ La mise en application devrait débuter à la fin de l'année.

Cognac veut faciliter le quotidien de ses aînés



Dix femmes travaillent toute l'année à raison d'une réunion par mois sur l'adaptation de la ville pour les seniors.

Photo G. C.

Geoffrey CLÉMENÇON
g.clemencon@charentelibre.fr

Des assises de banc trop basses, des trottoirs pas assez larges ou encore une écriture et une police de caractères trop petites pour être lues par une personne âgée. Le conseil municipal de Cognac, en adhérant au réseau des Villes amies des aînés, a décidé de réfléchir sur l'adaptation de la commune envers le troisième âge. Après l'obtention en 2011 du label «Bien vieillir vivre ensemble», Cognac a remporté le 6 mai 2016 la certification «Ville amie des aînés», «une continuité» selon Marianne Reynaud-Jeandidier, adjointe aux solidarités.

Trois groupes distincts planchent sur ce projet afin d'améliorer la vie des seniors à Cognac. Un comité de pilotage composé d'élus s'est réuni six fois depuis mars 2016, un groupe de travail composé de dix femmes volontaires, issues de tous les quartiers, responsables de la rédaction d'un ca-

”

Il y a des associations qui effectuent du bon travail mais le grand public n'est pas forcément au courant.

hier des charges, et un comité technique qui prendra ses fonctions à la rentrée pour appliquer les sept enjeux théoriques définis au préalable.

Les voisins pour lutter contre l'isolement

Parmi ces sept projets, adapter les transports en commun avec des fréquences et des horaires plus nombreux sur la ligne de bus se rendant à l'hôpital, proposer une offre d'activités adaptée aux seniors, aller les chercher chez eux

pour qu'ils se rendent à un événement ou encore agir pour prévenir l'isolement en prônant le réseau de voisinage.

De l'aveu même des femmes membres du groupe de travail, l'isolement est l'un des principaux problèmes. «Voir du monde, cela requinque !», affirme l'une d'entre elles. «Les visites des facteurs étaient une bonne idée mais cela coûte trop cher», explique Françoise Mandeau, adjointe aux seniors. «De manière générale, il y a des associations qui effectuent du bon travail mais le grand public n'est pas forcément au courant», poursuit-elle en prenant exemple sur les ateliers coiffure avec les apprenties du CFA au foyer Alain-de-Raimond. «Les jeunes apprennent autant que les seniors lors de ces rencontres.»

L'information pour les personnes âgées est aussi montrée du doigt: «On ne réussit pas toujours à lire les plaquettes distribuées dans les boîtes aux lettres ou alors les événements annoncés ont déjà eu lieu !» La création d'un point d'in-

formations sur le modèle de l'espace jeunes est à l'étude. Grossir les caractères pourrait aussi être une solution. Par ailleurs, il existe des formations pour apprendre à manier internet.

Favoriser l'accès aux soins demeure également l'un des enjeux soulevés lors de cette année de concertations. «Accéder à un médecin traitant n'est pas toujours simple», témoigne Marianne Reynaud-Jeandidier. L'élue avance l'idée «de mieux coordonner les actions de soins entre les différents organismes». Tous ces projets doivent être validés par le comité de pilotage et mis en pratique par le comité technique en septembre ou octobre. Des fiches actions seront rédigées pour structurer ces idées. «La ville possède un service seniors depuis 2009, toutes les communes n'ont pas cette chance. Il y a une véritable volonté politique», souligne l'adjointe aux solidarités. Sur ses 18 000 habitants, Cognac compte 4 800 personnes de plus de 60 ans. Un peu plus du quart.

Un nouveau service de location de vélos

Un cabanon a fait son apparition place du Solençon. Une association y loue des vélos électriques ou classiques jusqu'au 28 août.

Geoffrey CLÉMENÇON
g.clemencon@charentelibre.fr

«**M**ais non, ça, c'est un cas-que pour enfants que tu prends!» Régis Roch se moque gentiment de l'un de ses amis qui vient de lui louer un vélo. Depuis le 8 juillet dernier, un cabanon de vélos à louer est ouvert place du Solençon à Cognac de 9h à 19h jusqu'au 28 août. «En 2009, avec des amis, on a fondé l'Association de sport de plein air du Cognacais (Aspa), raconte Régis Roch, je suis moniteur de VTT et j'interviens dans les écoles. J'ai eu vent que la ville prêtait un cabanon gratuitement pour la location de vélos.» L'idée a fait son chemin et le cabanon est ouvert pour la première fois cet été.

Promouvoir le vélo à Cognac

Huit vélos électriques, quinze vélos classiques adultes et une quinzaine pour enfants sont destinés à la location. Les casques sont prêtés. «On les a achetés sur Le Bon Coin ou dans des brocantes. Les batteries des vélos électriques ont été reconditionnées à Nersac.» L'objectif, pour l'association, étant que les touristes ou les Cognacais redécouvrent les bords de Charente à vélo et prennent le temps de profiter des paysages. Démocratiser l'usage du vélo serait un plus. Le responsable du cabanon reconnaît que «la ville est très mal



Le moteur des vélos électriques est situé au niveau du pédalier et s'adapte donc à la force du pédalage de l'utilisateur.

Photo G. C.

dotée en pistes cyclables mais il y a une volonté politique de changer les choses. La mairie délivre des casques aux élèves en primaire.» Les vélos électriques ont une autonomie de 24 heures et se rechargent simplement sur une prise. Régis Roch estime qu'on peut parcourir avec «60 km minimum.» Une fois la saison terminée, les vélos électriques seront à vendre entre 500 et 600 euros. L'argent récolté servira à financer un camp pendant quatre nuits avec douze enfants qui n'ont pas les moyens de partir en vacances. Les douze places sont déjà réservées et le départ se fera de Cherves-Richemont. Régis Roch propose aussi

de donner des cours d'entretien et de petites réparations pour son propre vélo «sans non plus faire concurrence aux entreprises». Le responsable souhaite par ailleurs «initier les enfants dès l'âge de trois ans à la pratique du vélo». Le but étant qu'il y ait le plus de monde possible sur une selle à Cognac: «C'est gratuit pour les migrants ou ceux qui n'ont pas les moyens. Je peux même louer à un jeune qui viendrait travailler pour l'été un vélo toute la saison pour un euro la journée.»

Tarifs. Vélos électriques: 15€ la journée, 10€ la demi-journée. Vélos classiques: 10€ et 5€. Possibilité de louer à l'heure. Infos: 06 89 23 60 39.



Flâneries historiques

Dans le cadre des rendez-vous du patrimoine organisés par Grand Cognac ont débuté hier les escapades historiques à Cognac. Jusqu'au 27 août,

rendez-vous est donné chaque dimanche à 16h à l'espace découverte pour partir sur les traces de François I^{er} durant une heure. La visite permet de découvrir plusieurs façades d'hôtels particuliers ainsi que la tour du comte Jean en passant par le balcon du roi situé sur le château en bord de Charente. D'autres escapades sont prévues à Jarnac, Segonzac et Châteauneuf-sur-Charente.

Bréville: le dernier artisan du bois fait de la résistance

Installé depuis 14 ans à Bréville, qui organise le festival Art et Passion du Bois depuis la même époque, Christophe Herrmann n'a pas reçu de commandes depuis trois mois. Il tient des portes ouvertes cet été.

Geoffrey CLEMENÇON
g.clemencon@charentelibre.fr

Le dernier des Mohicans... ou plutôt des artisans. «*En 2008, nous étions encore cinq artisans à Bréville à travailler dans le bois*, observe Christophe Herrmann, l'ébéniste de l'atelier le Bois en volute. *Je suis le dernier, c'est dommage.*» Une situation qui peut paraître paradoxale dans cette commune qui organise depuis 2003 le festival Art et Passion du Bois, festival devenu bienal en 2012. Pour donner un nouveau souffle à son entreprise, l'artisan organise des portes ouvertes ces samedi 22 juillet ainsi que les 12 et 14 août.

«Depuis deux ans, on a beaucoup de mal»

Impossible de manquer les stères de bois entreposés à l'entrée de la commune. Impossible non plus de ne pas remarquer le peu d'activité dans ce village traversé par une seule route. De là à surnommer Bréville «La Belle au bois dormant», il n'y a qu'un pas... que franchit allégrement Christophe Herrmann: «*Il ne se passe plus grand-chose ici, on veut es-*



Christophe Herrmann effectuant de la marqueterie florale, un tracé de ligne courbe. Ici, des vagues.

Photo G. C.

sayer de dynamiser la commune avec ces portes ouvertes.»

L'ébéniste confie avec tristesse qu'il n'a pas reçu de commandes «*depuis trois mois*». «*La dernière était une horloge*». Avec son épouse, Nadia, il continue de travailler sur différentes créations. Ils appellent cela «*leur collection*» où se mêlent couture, tissu, petits objets en bois et meubles plus imposants. Tous ces objets seront à découvrir durant les portes ouvertes ainsi que l'atelier avec la dizaine de machines «*d'une valeur de plu-*

sieurs dizaines de milliers d'euros». Parmi celles-ci, un combiné alliant scie circulaire, raboteuse, dégauchisseuse et une toupie pour les moulures et assemblages, une scie à chantourner ou encore une mortaiseuse pour les rainures. Le couple ne se contente pas de fabriquer des armoires, des bibliothèques ou des pieds de tables, il restaure aussi les «*meubles anciens ou contemporains et réalise des sculptures*». Il faut compter plusieurs mois de travail, «*sept pour une armoire, quatre*

pour une bibliothèque et trois pour une plus petite pièce».

Un temps long donc qui ne s'accorde pas toujours avec le rythme de la vie actuelle «*Depuis deux ans, on a beaucoup de mal. On a besoin de communication et de faire parler de nous, ces portes ouvertes tombent à point nommé*», avoue Nadia Herrmann.

Le Bois en volute, 16370 Bréville.
Portes ouvertes ce samedi 22 juillet, puis les samedi 12 et lundi 14 août de 9h à 19h.
Tél. 05 45 35 00 91.

Coup de Jarnac: belle mise en bouche pour le 470^e anniversaire

Même si la reconstitution complète théâtralisée du célèbre Coup de Jarnac par les comédiens de La Part des Anges ne sera présentée au public que le dimanche 19 novembre, à l'auditorium, la ville a souhaité célébrer le 470^e anniversaire de ce fait historique datant du 10 juillet 1547, le jour-même, soit lundi dernier. Une centaine «d'ambassadeurs» du Coup de Jarnac ont répondu à l'invitation sur la place du Château, au pied de l'horloge parée cette année aux couleurs de l'événement. Une délégation des comédiens costumés, chère à Marie-Laure Simon, metteur en scène, a proposé une attrayante mise en bouche musicale et théâtralisée, avant que François Raby, maire, relate ce fait historique, «une belle carte de visite pour la ville natale de François Mitterrand».

Le règne de François I^{er} s'achève, une querelle de femmes jalouses éclate entre Anne de Pisseleu, duchesse d'Étampes, maîtresse du roi, sœur de l'épouse de Guy Chabot, et Diane de Poitiers, maîtresse du Dauphin, le futur roi Henri II. Le bruit court que Guy Chabot, futur baron de Jarnac, doit sa notoriété à la générosité et aux faveurs qu'il accorde à sa marâtre. Celui-ci réagit devant cette calomnie et demande réparation; un fidèle du Dauphin, François de Vivonne, seigneur de La Châta-



Les comédiens de La Part des Anges ont donné un avant-goût de leur spectacle qu'ils présenteront le 19 novembre à l'auditorium.

Photo CL

gneraie, accepte le combat en duel, refusé par le roi. Celui-ci meurt en 1547. Henri II, son successeur, l'autorise alors, afin d'en finir avec cette affaire embarrassante. Guy Chabot s'entraîne pour

un coup de revers inédit. Le 10 juillet 1547, le duel a lieu à Saint-Germain-en-Laye, Guy Chabot porte un coup fatal au jarret qui cloue au sol François de Vivonne. «Un coup défini en 1771, comme

perfide et déloyal», mais un siècle plus tard, la correction est publiée, et il devient «un coup habile et fort loyal».

«Soyez les ambassadeurs de la version historique», a conclu le maire.

Vél d'Hiv, le triste anniversaire



Le président de la République Emmanuel Macron a commémoré pour la première fois la rafle du Vél d'Hiv en réaffirmant la responsabilité française.

Photo AFP

Que s'est-il passé en 1942 ?

Les 16 et 17 juillet 1942, 13 000 juifs sont arrêtés à Paris à la demande des Allemands, mais sur ordre du gouvernement de Vichy. 9 000 fonctionnaires français, dont environ 5 000 policiers ont participé à cette rafle. Les familles sont emmenées au Velodrome d'Hiver, qui était un lieu où s'organisaient des événements sportifs dans le 15^e arrondissement de Paris. Tandis que les couples sans enfants ou célibataires étaient dirigés vers le camp de Drancy. Tous ont ensuite été amenés sur le camp de Drancy pour être transporté vers les camps de concentration. Cette rafle, la plus massive jamais organisée sur le territoire français, représente à elle seule près du tiers des 42 000 juifs envoyés de France à Auschwitz en 1942 dans le cadre du vaste plan de déportation des juifs d'Europe défini par les Allemands à la conférence de Wannsee en janvier 1942 (la « Solution finale »). La plupart des personnes envoyées dans les camps ne sont jamais revenues.

Emmanuel Macron a commémoré hier, les 75 ans de la rafle du Vél d'Hiv. Il a d'ailleurs réaffirmé dimanche la responsabilité de la France dans la rafle du Vél d'Hiv en 1942, et prononcé un plaidoyer vibrant contre l'antisémitisme et le racisme, en présence de Benjamin Netanyahu, premier dirigeant israélien à assister à cette cérémonie. Avant de prononcer son discours, il avait inauguré le Jardin-mémorial des enfants du Vél d'Hiv, sur l'ancien emplacement du vélodrome.

« Je le redis ici, c'est bien la France qui organisa la rafle puis la déportation et donc, pour presque tous, la mort des 13.152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet à leur domicile », a déclaré le président de la République.

Cet épisode tragique de l'histoire de la France avait suscité la polém-

■ Émotions pour les 75 ans de la rafle du Vél d'Hiv

■ Emmanuel Macron était accompagné du premier ministre Israélien ■ Les deux hommes se sont montrés unis.

mique pendant la dernière campagne présidentielle durant laquelle Marine Le Pen avait affirmé que la France n'était « pas responsable du Vél d'Hiv ». Benjamin Netanyahu a pour sa

part salué le « geste très, très fort » que constitue selon lui l'invitation du président français. « Elle témoigne de l'amitié ancienne et profonde entre la France et Israël », a lancé Benjamin Netanyahu, qui a prononcé le début de son discours en français. C'est la première fois qu'un dirigeant Israélien est invité à cet événement.

Lutter contre les discriminations

La cérémonie a également été émaillée d'hommages à Simone Veil, l'ancienne ministre rescapée d'Auschwitz et décédée en juin. Le président Macron, martelant son pupitre, a dénoncé avec flamme le racisme et l'antisémitisme encore trop présent. « Un jour, parce qu'on s'est tu, parce qu'on n'a pas voulu voir, le passage à l'acte intervient. Alors ce qui était des mots,

ce qui n'était chez les uns que de la haine formulée différemment, et chez les autres une forme de lâcheté et une complaisance à ne pas vouloir voir, alors ça devient des vies fauchées et des gestes qui tuent », a-t-il dit. Il a également évoqué le meurtre de Sarah Halimi, une femme juive tuée en avril à Paris par un voisin musulman, pour lequel la qualification antisémite n'a pas été retenue à ce stade, ce qui a suscité de l'indignation dans la communauté juive. « Malgré les dénégations du meurtrier, la justice doit faire désormais toute la clarté sur la mort de Sarah

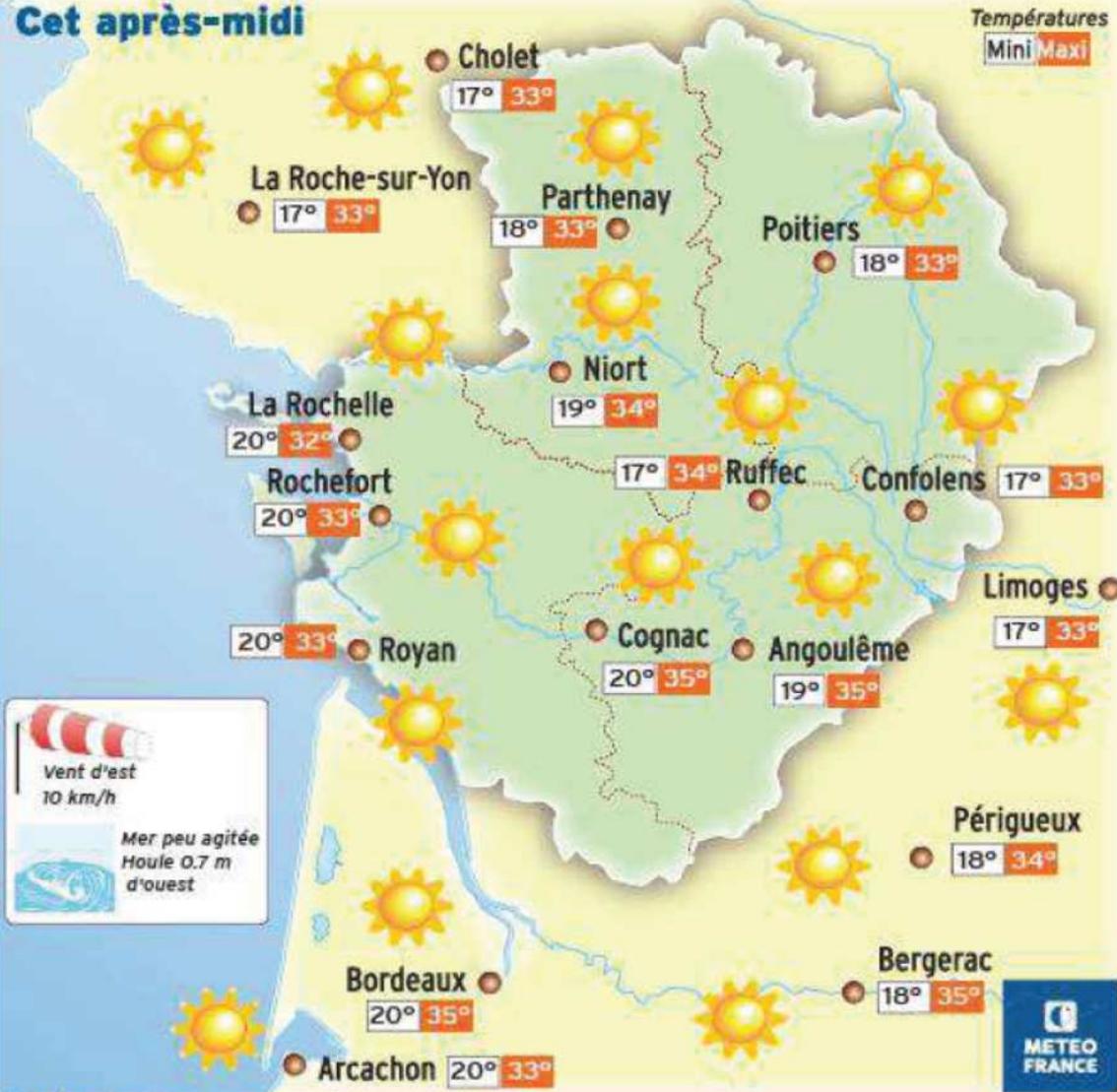
”

C'est bien la France qui a organisé la rafle puis la déportation

Halimi », a dit le chef de l'État, très applaudi pour cet appel.

Il a ensuite énuméré les noms des victimes de meurtres et attentats antisémites ces dernières années, mais aussi ceux de Brahim Bouarram, Marocain noyé dans la Seine par des militants d'extrême-droite en 1995 et Jacques Hamel, prêtre catholique tué lors de l'attentat jihadiste de Saint-Etienne-du-Rouvray en juillet 2016. Un discours engagé qu'Emmanuel Macron a prononcé devant de nombreux représentants de la communauté juive, des survivants et descendants de survivants. Enfin, le président a déclaré, sous les applaudissements de l'assistance : « Nous ne céderons rien à l'antisémitisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Le premier ministre israélien a été reçu, à l'issue de cette cérémonie, pour un déjeuner de travail à l'Élysée.

Cet après-midi



Forte chaleur.

Le soleil omniprésent, se fait assommant l'après-midi. Et la température devient très chaude, à peine plus tempérée près de l'Océan. Pensez à vous hydrater régulièrement et à vous protéger du soleil. Le vent de Nord-Est est faible à modéré, un peu plus sensible sur les îles. Il vient à l'Est l'après-midi en faiblissant sensiblement.

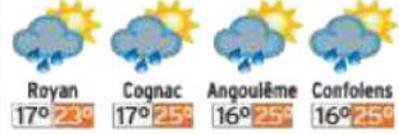
Mardi



Mercredi



Judi



Vendredi



Samedi



Dimanche



HIER

	Mini	16h
Angoulême	13°	30°
Cognac	14°	31°
Ruffec	12°	NC
Confolens	12°	29°
Barbezieux	15°	31°
Bordeaux	16°	30°
La Rochelle	17°	31°
Royan	15°	30°
Poitiers	14°	30°
Limoges	15°	27°



Tessendier se diversifie dans le rhum



Jérôme Tessendier a réservé un chai au rhum. P.H.M.

COGNAC En plein essor, le négociant élargit son portefeuille en lançant Saison, un rhum affiné dans des fûts de cognac. **Page 18**

Tessendier lance un rhum « fini » en fûts de cognac

NÉGOCE « Saison » rejoint le vin « 8, place du Marché » dans la stratégie de diversification de l'entreprise

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

Jérôme Tessendier les adore, ces trois « petits chais » bordant une allée récemment rénovée. Le directeur général de la maison Tessendier les a fait figurer sur l'étiquette du rhum « Saison ». Ils jouxtent une distillerie appartenant à l'entreprise familiale depuis les années 1970, à Jarnac. La Charente est à deux pas, qui vient border les fûts d'une hydrométrie idéale pour le vieillissement.

« Cela donne un côté suave et dense au cognac. Pour le "finishing" du rhum, cela me semblait très adapté », expose Jérôme Tessendier. Voilà plus de trois ans qu'il mûrit ce projet. « L'idée du rhum, au départ, c'était d'élargir notre portefeuille de produits pour l'ensemble de nos marchés. Dans les spiritueux, c'est un produit qui me semblait à la fois cousin et complémentaire de notre gamme de cognac et de brandys. »

Élargir la clientèle

Le nom de baptême « Saison » a été inspiré par les quatre étapes de la conception. Jérôme Tessendier a d'abord pisté des lots distillés pour en retenir dans trois destinations exotiques. « La Jamaïque, avec un lot plutôt jeune, m'apportait la tonicité, la fraîcheur et le côté végétal. Trinidad, une base aromatique sur laquelle travailler, un côté rond, de la sucrosité dans la longueur. Les Barbades amènent les notes de mangue, coco, fruits de la passion. » Deuxième



Jérôme Tessendier devant les « petits chais » de Jarnac où le rhum Saison est affiné. PHOTO PH. M.

étape, le « distillat » a vieilli sur place avant d'être convoyé à Jarnac en cuve pour être assemblés. Avant la touche finale, neuf mois d'hébergement dans des fûts roux de cognac. « Affiner » du rhum dans des barriques d'eau-de-vie charentaise, ce n'est pas inédit, mais le faire à Cognac apporte à la démarche une teinte singulière.

Réduit à 42 degrés, le rhum Saison (à consommer comme il se doit avec modération) a été présenté en mars au salon Prowein. « Presque la totalité de nos distributeurs ont commencé à le vendre. Cela nous permet de toucher une clientèle légèrement différente, plus jeune. Il y a moins la connotation aristocratique du cognac. On peut viser des pays où l'on est peu présent comme l'Es-

pagne ou l'Italie. Mon idée était de travailler sur une tendance moderne, des produits pas forcément très vieillis, mais dont on soigne la finesse. »

La gamme de vins revisitée

À Cognac, le flacon est disponible au magasin La Cantonnade, autour de 35 euros. Après l'Europe, Tessendier espère irriguer les États-Unis. Saison rejoint un autre projet de diversification, la gamme de vins « 8, place du Marché ». Jérôme Tessendier l'a conçu comme « un vin de copains », en s'appuyant sur l'avis de camarades partageant son goût de la bonne chère.

Le vin rouge, lancé il y a deux ans et demi, est en train de repartir sur de nouvelles bases. L'assemblage initial

mariait la negrette et le malbec, sans mentionner la provenance des lots. « On s'est rendu compte que l'origine est tellement ancrée dans les mentalités qu'on a fait le choix de le mettre sur l'étiquette. »

Le nouveau « 8, place du Marché », réunit le merlot et le brauacol, un cépage de l'IGP Comté Tolosan. Pour les trois autres produits de la gamme, Tessendier s'est associé à un viticulteur du Gers, en Côtes de Gascogne. Le rosé est à base de merlot, le blanc de colombar et sauvignon blanc, le moelleux, celui marche le mieux, est fait avec du cépage petit manseng. « On est à 50 000, 60 000 cols, c'est moins qu'espéré, mais on travaille le produit bien, on l'accompagne. Ça progresse gentiment. »

En souvenir de la rafle du Vél' d'Hiv

DIPLOMATIE Le chef de l'État a réaffirmé hier la responsabilité de la France, en présence du dirigeant israélien Benyamin Netanyahou

« **O**ui, je le redis ici, c'est bien la France qui organisa la rafle puis la déportation et donc, pour presque tous, la mort des 13 152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet 1942 à leur domicile », a déclaré le président de la République. « Ce fut l'œuvre de la police française. Pas un seul Allemand n'y prêta la main », a ajouté le chef de l'État, qui a dit être « ici pour que se perpétue le fil tendu en 1995 par Jacques Chirac », premier président à reconnaître la responsabilité de la France dans les persécutions antisémites et non celle du seul régime de Vichy.

Cet épisode tragique de l'histoire de la France avait suscité la polémique pendant la dernière campagne présidentielle : Marine Le Pen avait affirmé que la France n'était « pas responsable du Vél' d'Hiv ». « Ce serait faire beaucoup d'honneur à ces faussaires que de leur répondre. Mais se taire serait pire, ce serait être complice », a lancé Emmanuel Macron.

Amitié profonde

Benyamin Netanyahou, auquel Emmanuel Macron a donné du « cher Bibi », a, pour sa part, salué le « geste très, très fort » que constitue selon lui l'invitation du président français. « Elle témoigne de l'amitié ancienne et profonde entre la France et Israël », a lancé le dirigeant israélien, qui a prononcé le début de son discours en français. Il a ensuite insisté sur la lutte contre « l'islamisme radical qui veut détruire la civilisation européenne ». « Vous avez parlé à Nice de guerre de civilisation », a-t-il dit au président français. « Votre combat est le nôtre. »

La cérémonie a été marquée par des hommages à Simone Veil, l'ancienne ministre rescapée d'Auschwitz et décédée en juin.

Emmanuel Macron, martelant son pupitre, a dénoncé avec flamme le racisme et l'antisémitisme. « Un



C'était la première fois qu'un dirigeant israélien assistait à cette cérémonie, qui a été prolongée par un entretien. PHOTO AFP

jour, parce qu'on s'est tu, parce qu'on n'a pas voulu voir, le passage à l'acte intervient. Alors ce qui était des mots, ce qui n'était chez les uns que de la haine formulée différemment, et chez les autres une forme de lâcheté et une complaisance à ne pas vouloir voir, alors ça devient des vies fauchées et des gestes qui tuent », a-t-il dit.

« Nous ne céderons rien à l'antisémitisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme », déclenchant de nouveaux applaudissements.

Hommage aux victimes

Il a également évoqué le meurtre de Sarah Halimi, une femme juive tuée en avril à Paris par un voisin musulman, pour lequel la qualification antisémite n'a pas été retenue à ce stade, ce qui a suscité de l'indignation dans la communauté juive. « Malgré les dénégations du meurtrier, la justice doit faire désormais toute la clarté sur la mort de Sarah Halimi », a dit le chef de l'État, très applaudi pour cet appel.

VIGILANCE SUR L'IRAN

« Le Premier ministre (Netanyahou) m'a exprimé ses inquiétudes face au régime iranien. Et je l'ai assuré de notre vigilance, en particulier sur la mise en œuvre stricte sur l'accord sur le nucléaire signé en 2015, dans toutes ses dispositions », a déclaré le chef de l'État, qui a dit vouloir « enclencher un dialogue exigeant avec Israël sur le suivi de ce protocole ».

Il a énuméré les noms des victimes de meurtres et attentats antisémites ces dernières années, mais aussi ceux de Brahim Bouarram, Marocain noyé dans la Seine par des militants d'extrême droite en 1995, et Jacques Hamel, prêtre catholique tué lors de l'attentat djihadiste de Saint-Étienne-du-Rouvray en juillet 2016.

Les deux dirigeants se sont ensuite entretenus plus d'une heure à l'Élysée.

Macron favorable à deux États



Emmanuel Macron souhaite une « reprise des négociations ». PHOTO:AFP

PROCHE-ORIENT Le président estime qu'Israël et Palestine doivent pouvoir « vivre côte à côte »

Emmanuel Macron a appelé hier à une « reprise des négociations » en vue d'une « solution à deux États, Israël et Palestine », lors d'une déclaration commune à l'Élysée avec Benjamin Netanyahu, chef du gouvernement israélien. « La France se tient prête à appuyer tous les efforts diplomatiques allant dans ce sens », a ajouté le chef de l'État, pour qui Israël et Palestine doivent pouvoir « vivre côte à côte dans des frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem comme capitale ».

La Knesset verrouille Jérusalem

Une annonce qui intervient au moment où des ministres israéliens ont donné leur feu vert préliminaire à un projet de loi visant à compliquer le passage sous souveraineté palesti-

nienne de certaines zones de Jérusalem dans le cadre d'un futur accord de paix.

Le projet de loi prévoit que toute cession d'une partie de ce qu'Israël considère comme faisant partie de la municipalité de Jérusalem, nécessitera un vote à la majorité des deux-tiers des députés de la Knesset, le Parlement israélien.

Israël a occupé Jérusalem-Est et la Cisjordanie à l'issue de la guerre de 1967. Il a ensuite annexé Jérusalem-Est, une annexion qui n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. L'État hébreu considère l'ensemble de Jérusalem comme sa capitale unifiée tandis que les Palestiniens veulent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'État auquel ils aspirent.

L'agriculture passe à table

ALIMENTATION Les États généraux, annoncés par le président Emmanuel Macron, devraient débuter le 20 juillet. Partage de la valeur et agriculture de demain sont au programme

VALÉRIE DEYMES
v.deymes@sudouest.fr

Le candidat Emmanuel Macron l'avait promis : s'il était élu, il déclencherait dans les plus brefs délais des États généraux de l'alimentation. Et les deux ministres de l'Agriculture qu'il a nommés successivement depuis son élection à la présidence de la République, ont réitéré l'ambition sans que nul (y compris le cabinet ministériel) ne sache vraiment quand ces États généraux auraient lieu.

Il y a quelques jours, la date du 20 juillet, comme début du brainstorming collectif, circulait dans les « milieux autorisés ». Mais toujours point de confirmation officielle. Pour autant, il ne s'est pas passé une journée depuis son arrivée, le 21 juin, rue de Varenne, sans que le ministre Stéphane Travert rencontre une personnalité de la filière autour de ce futur rendez-vous.

1 Un revenu « décent » pour l'agriculteur

« Le retour du prix au producteur est vital ! », lâchaient, il y a quelques semaines, les producteurs de lait, demandant que la tonne de lait leur soit achetée à un prix couvrant leurs coûts de production, soit 340 euros. Au-delà du lait, ce sont toutes les productions qui sont touchées. « Les statistiques que vient de publier, avant l'été, la Mutualité sociale agricole (MSA) sont parlantes : en 2016, 50 % des agriculteurs ont touché moins de 350 euros de revenu mensuel ! », se désole Philippe Coutant, porte-parole régional de la Confédération paysanne, tout en suggérant une loi exigeant que « les produits agricoles ne soient pas achetés en dessous du coût de production ».

Ce n'est donc pas un hasard si les États généraux de l'alimentation sont prévus sur deux temps, et donc partagés en deux volets. Le premier sur la période de juillet à septembre, consacré à des ateliers sur la répartition de la valeur ; le second, de début septembre à fin octobre, sur l'ali-



Tous les acteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont unanimes pour dire que ces États généraux paraissent être une bonne idée... du moins sur le papier, pour le moment. ARCHIVES É. V.

mentation saine, durable, sûre et accessible à tous. D'ailleurs, l'agriculture et l'agroalimentaire appellent de leurs vœux que le consommateur retrouve, lui aussi, la notion de valeur, avalée par le low-cost. « Il veut du bon, du beau, du sain, de la dé-médication des animaux, mais tout ça a un prix ! », martèle Christiane Lambert, présidente de la FNSEA. « Les gains de compétitivité de l'agriculture sont passés à la consommation », renchérit Michel Prugue, président de Coop de France.

2 Outils de régulation et de gestion des risques

Michel Prugue en est convaincu : « Ce n'est pas par le soutien aux agriculteurs que nous arriverons à construire leur revenu. La clé, c'est le marché. Et pour que l'agriculteur puisse répondre au marché, il faut des outils de régulation, et plus précisément des outils gérés par les organisations

professionnelles. » Est avancée la piste de la contractualisation, mais aussi celle de la gestion des risques par la mise en place d'épargnes de précaution. « Nous demandons un système de lissage des prélèvements fiscaux et sociaux, afin de constituer une gestion prudentielle », suggère Christiane Lambert. Le président de Coop de France parle de fonds d'intervention par filière.

Prévoir tout en ne s'empêchant pas d'être compétitive, telle est l'ambition de l'agriculture. « Or, pour être compétitifs, nous devons pouvoir investir », clament les paysans. « Le président Macron a annoncé, dès sa campagne, une enveloppe de 5 milliards d'euros pour l'investissement agricole. Ce sera un bon soutien, mais pour que l'agriculture innove, il lui faudra avoir un revenu... », ajoute Dominique Graciet, président de la Chambre d'agriculture régionale.

3 L'espoir de nouvelles stratégies et ambitions

Tous les acteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont unanimes pour dire que les États généraux de l'alimentation paraissent être une bonne idée... du moins sur le papier, pour le moment. Tous en attendent beaucoup. « C'est l'espoir de rebattre les cartes et de construire une nouvelle stratégie pour notre agriculture », avance Dominique Graciet.

Christiane Lambert souhaite une « simplification qui passe au tamis les réglementations et les harmonise avec les autres pays européens ». Philippe Coutant espère une révision des règles d'appel d'offres des collectivités pour donner leur chance aux circuits courts, et Michel Prugue table sur ces États généraux pour redonner à l'agriculture et à l'agroalimentaire un cadre et les moyens de prendre des risques et de se mettre... en marche.

La Région se veut pilote sur le stockage d'énergie

INNOVATION Le Conseil régional a lancé un cluster pour structurer une filière industrielle et ambitieuse de créer une usine de batteries en Béarn

« Aujourd'hui, nous importons 99 % des batteries pour les appareils électroniques d'Asie du Sud-Est. Et, demain, la valeur ajoutée d'une voiture, ce sera sa batterie. L'Europe n'a pas le droit de passer à côté de cet immense marché », avance Alain Rousset, le président de la Région Nouvelle-Aquitaine. Pour tenter d'y remédier, l'élu socialiste a créé, mercredi, un réseau d'entreprises énergie et stockage, destiné à structurer une filière d'excellence à l'échelle du territoire. 300 sociétés sont potentiellement concernées par ce cluster.

Une première étape avant de tenter de faire émerger « l'usine des batteries du futur » sur l'ancien bassin gazier de Lacq, en Béarn. Alain Rousset rêve de donner corps à cet ambi-

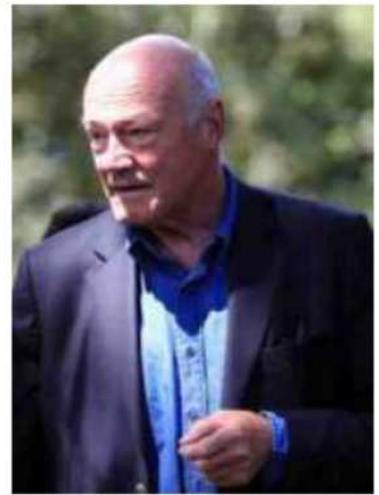
teux projet, qui nécessite un investissement minimal de 300 millions d'euros... et maximal de 1 milliard d'euros. L'objectif est de réaliser le tour de table avant la fin de l'année. « Nous discutons avec Arkema, Saft, Total, Serma Technologies et Hydro-Québec », égrène Alain Rousset, qui a lancé les bases de ce projet dès 2015. D'après nos informations, un partenariat franco-allemand est en cours de négociation. Il pourrait rassembler des constructeurs tels que BMW et Renault.

Une usine de prototype

Pour l'heure, nous en sommes encore loin. À ce jour, seul un laboratoire commun de recherche a été implanté à Lacq par Hydro-Québec, le

CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) et Arkema, au début de 2016. Mais, à la rentrée, un nouveau partenariat sera signé avec le Conseil régional pour lancer une usine de prototype des « batteries du futur » avant la fin de l'année.

Le temps presse pour ne pas être distancé sur le plan technologique. « Selon les projections des experts, dans les cinq ans à venir, le prix des batteries devrait chuter de 47 % avec l'arrivée des usines géantes spécialisées dans le véhicule électrique », rappelle Florence Lambert, directrice du CEA-Liten et chef du projet Stockage de l'énergie de la Nouvelle France industrielle. C'est le moment où jamais d'accélérer pour tenter de concrétiser



Alain Rousset, président de la Région Nouvelle-Aquitaine. G.B.

ser cet audacieux projet industriel d'envergure européenne. Nicolas César

Un arbre tombe sur la terrasse

COGNAC Le marronnier s'est effondré, hier, sur l'auvent du café, sans faire de blessé

PHILIPPE MÉNARD

Scène étonnante, ce dimanche, place François-^r à Cognac, l'endroit le plus fréquenté de la ville. Vers 18 h 25, un marronnier s'est brusquement effondré sur l'auvent protégeant les usagers du café La Renaissance, en terrasse, juste derrière la statue du roi natif de la ville.

« Il y avait des gens dessous. On s'est mis à cinq pour soulever l'arbre », raconte Laurent Lorieau, qui était attablé à une terrasse voisine. Trois personnes étaient effective-

ment piégées, mais elles ne s'en tirent qu'avec des égratignures.

Le tronc était rongé

Une chance, les clients étaient rares à cet endroit. « Je servais en terrasse, j'aurais pu me retrouver dessous. Heureusement, à ce moment-là, j'étais à l'intérieur », souffle Benjamin Bardel, l'un des serveurs de La Renaissance. Il se souvient d'une chute de branche d'arbre, il y a trois ans, en juillet. Mais c'était en pleine nuit et la tempête soufflait. Hier, le soleil était au beau fixe, et beaucoup de passants profitaient de la fin de jour-



L'arbre s'est affalé sur l'auvent de la Renaissance. PHOTO PH. M.

née. Mais ils étaient peu nombreux à l'endroit du choc. « Ce serait arrivé la semaine dernière, pendant le festival Cognac Blues Passions, ça n'aurait pas été pareil », observe le chef de groupe Gautier, qui a mené une équipe de huit hommes. L'arbre a été débité et tronçonné.

« On fait régulièrement des campagnes sanitaires pour surveiller les arbres. La dernière date de trois mois, mais on n'avait pas repéré à quel point celui-ci était abîmé. On le voit à l'endroit de la cassure, le tronc

est rongé. Est-ce dû aux champignons ou à des infiltrations d'eau ? Place François-^r, il n'y a pas de termites », commente Jean-François Hérouard, adjoint au développement durable, qui était de permanence ce dimanche.

Le marronnier faisait partie de la demi-douzaine d'arbres qui devaient être remplacés dans le cadre d'un « plan de coupe ». « Celui-ci ne nous a pas attendus », constate Jean-François Hérouard, qui conclut : « on a eu du pot. »

Des Allemands au tournoi

Garry Wotschke, entraîneur de tennis dans son académie, a fait le déplacement de Bingen sur Rhin situé dans la vallée du Rhin, à 200 km de la frontière franco-allemande avec ses jeunes joueurs. L'équipée a participé au tournoi Open de Châteaubernard du 1^{er} au 14 juillet. Mais ce n'est pas la seule compétition que les sportifs ont disputée au cours de leur séjour de deux semaines en France.

D'un tournoi à l'autre

Garry Wotschke a étudié le calendrier de la fédération française et coché les tournois à l'intérieur des terres des deux Charentes : Saint-Michel, Gémozac, Chérac... « C'est un groupe que j'organise tous les ans depuis quinze ans. Tous sont membres de mon académie. L'année dernière des Français avaient intégré le groupe », se souvient l'entraîneur, qui souhaite que ces « jeunes qui aiment jouer [...] découvrent une autre pratique du tennis en France.



Garry Wotschke et ses jeunes protégés. PHOTO S. B.

Mais Garry Wotschke tient à le rappeler, le plus important pour ces passionnés, c'est qu'ils passent « de bons moments ensemble au sein des différents clubs. C'est quelque chose qui compte plus que le tennis ».

Les touristes sportifs allemands ont découvert les rudiments de vocabulaire tennistique avec leur profes-

seur qui parle un parfait français. Et au retour pas le temps de souffler pour notre coach qui va immédiatement se plonger dans « la Cup of Wine », organisée par son club de tennis le TC Weiler, « le troisième plus haut niveau allemand dans les tournois challenger ».

Sandra Balian